

Derrière le masque médiatique

Le vrai visage de Daniel Cohn-Bendit

Article paru dans La Décroissance n°56 (février 2009)

Sous des dehors de garçon rebelle à la mèche folle, les options politiques de Daniel Cohn-Bendit, telles qu'il les a exposées dans un livre paru en 1998, sont dans la droite ligne du néo-libéralisme financier. L'ex-leader de Mai 68 milite au Parlement européen pour l'entrée des entreprises dans les écoles, la privatisation des services publics et le travail le dimanche. Cohn-Bendit dans le texte.

Alors que Daniel Cohn-Bendit lance avec José Bové la liste Europe Écologie, que la tête de liste des Verts en Ile-de-France se pique d'employer de temps en temps le terme de « *décroissance* », il est bon de se replonger dans les écrits de l'ex-leader de Mai 68, et plus particulièrement dans un livre paru en 1998 : *Une envie de politique* (La Découverte). Ce livre d'entretiens servira de profession de foi pour le candidat lors de sa campagne pour les élections européennes de 1999. À l'époque, il était déjà élu au Parlement à Bruxelles par le biais des Grünen (Verts) allemands.

Une envie de politique est le cri de ralliement de l'enfant de Mai 68 à l'économie de croissance néo-libérale. « *Je suis pour le capitalisme et l'économie de marché* », confesse Daniel Cohn-Bendit. La société est à ses yeux « *inévitablement de marché* ».

Privatiser la Poste

Ce credo économique se décline dans tous les domaines. Daniel Cohn-Bendit défend la course au moins-disant social : « *Si Renault peut produire moins cher en Espagne, ce n'est pas scandaleux que Renault choisisse de créer des emplois plutôt en Espagne, où, ne l'oublions pas, il y a plus de 20 % de chômage.* » Sur la culture, Daniel Cohn-Bendit défend la vision selon laquelle « *l'artiste doit trouver lui-même son propre marché* », sans subventions. « *Eurodisney, avoue-t-il, je m'en fiche. Cela relève de la politique des loisirs. Je suis allé à Eurodisney avec mon fils, je ne vais pas en faire une maladie. Eurodisney, c'est un faux problème.* »

L'ex-étudiant de Nanterre n'a rien contre le fait que les jeunes soient payés moins que le SMIC « *si en échange d'un salaire réduit pendant trois ou quatre ans, on leur donne la garantie d'accéder ensuite à un emploi ordinaire* ». Daniel Cohn-Bendit se déclare pour l'autonomie des établissements scolaires, pour qu'ils fassent sans l'État leurs propres choix de professeurs et d'enseignements. Il n'est pas opposé à l'appel aux fonds privés pour ces établissements afin de créer de « *véritables joint-ventures avec les entreprises* » et ajoute que « *naturellement, l'industrie participerait aussi à la définition des contenus de l'enseignement, contrairement à ce que nous disions en 1968* ». « *Mieux qu'Allègre (1) !, résume l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur (26-11-1998). Avec Cohn-Bendit le mammoth n'aurait plus que la peau sur les os.* »

Daniel Cohn-Bendit ne conçoit pas l'économie autrement que l'économie des multinationales, de la pub, de la globalisation et des TGV. Il le dit lui-même avec franchise : « *Je suis persuadé que si on dit non à l'économie planifiée socialiste, on dit oui à l'économie de marché. Il n'y a rien entre les deux* » (Libération, 6-1-1999). Il reprend à son compte la litanie des ultra-libéraux contre la dépense publique : « *Je suis très ferme sur le déficit public. Par principe, tout écologiste conséquent doit être pour une limitation des dépenses publiques.* » Les marchés publics doivent être ouverts à la concurrence. « *Des services comme le*

téléphone, la poste, l'électricité n'ont pas de raison de rester dans les mains de l'État. » Il insiste : « Il n'y a pas de raison qu'il existe un service public de télévision. »

Travail le dimanche

Alors que Sarkozy a dû lui-même reculer sur cette question fin 2008, dix ans plus tôt, Daniel Cohn-Bendit se déclare pour le travail le dimanche. *« Il faut admettre que les machines travaillent sept jours sur sept, donc admettre le travail du week-end. »* La légalisation du travail le dimanche est avant tout profitable aux multinationales contre les entreprises de type familial. Mais l'eurodéputé met sur le même plan ces deux économies différentes, argument connu et honteux pour faire avaler cette destruction du droit au repos : *« J'ai toujours été hostile aux horaires obligatoires d'ouverture des magasins (...) Tout le monde est scandalisé par le travail le dimanche, mais un Français serait aussi scandalisé de ne pouvoir faire son marché ou acheter son pain le dimanche. »* Au travers de son argumentation sur le travail le dimanche, on comprend mieux la logique « libérale-libertaire » de Cohn-Bendit et l'immense danger qu'elle comporte sous couvert de modernité et de rébellion. Dans l'extrait suivant, le côté « libertaire » prend appui sur la critique de la famille traditionnelle et le désir du « jeune » de s'amuser pour mieux avancer ses pions ultra-libéraux : *« Les parents ont besoin d'être avec leurs enfants, mais il ne faut pas réduire les besoins des gens à ceux de la famille traditionnelle, parents avec enfants (...). Bien des jeunes, qui n'ont pas de contraintes ou de besoins familiaux sont prêts à travailler en VSD (vendredi-samedi-dimanche) comme on dit, pour être libres à un autre moment, voire travailler sept jours d'affilée s'ils ont ensuite une semaine de congés pour aller faire de la marche, de l'escalade ou toute autre chose dont ils ont envie. »*

Rhétorique

Daniel Cohn-Bendit reprend la rhétorique connue du modernisme contre l'archaïsme : la protection sociale doit « évoluer », la gauche défend « une vision bloquée de la société », l'extrême-gauche est « une forme de réaction conservatrice »...

Concernant l'Europe, il faut savoir que Daniel Cohn-Bendit a été un grand défenseur de l'euro et de l'indépendance de la Banque centrale européenne, qui empêche tout contrôle des États membres sur leur politique monétaire. En 1998, avec Olivier Duhamel, professeur à Sciences-Po Paris, il publie un *Petit Dictionnaire de l'euro* (Le Seuil). On peut y lire : *« Chacun demeure libre de rêver d'un monde sans marchés financiers internationaux, sans libéralisation des échanges, sans globalisation de l'économie. Mais que gagnerait l'Europe, et chacun de ses peuples, à s'inscrire dans cette nostalgie ? »*

Les contempteurs de l'Union européenne seraient des nostalgiques. Dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 26 novembre 1998 « Pour une révolution démocratique », Daniel Cohn-Bendit s'en prend aux « antieuropéens » : *« Selon eux, l'Europe organiserait le démantèlement des États-providence et servirait de marchepied à la mondialisation sauvage, caractérisée par la libre circulation des marchandises, des capitaux et par le pouvoir absolu des marchés financiers. Face à une Europe qui ne serait qu'un facteur de régression sociale, le cadre national resterait le plus approprié pour défendre les droits des salariés menacés par le capitalisme. »* L'ex-rebelle choisit son camp : *« Les pro-européens (...), pour qui l'Europe rend possible le progrès social dans le cadre d'un espace d'intégration supranational. Pour nous, elle agit comme un bouclier face au libre-échangeisme, prend progressivement la place des États-nations traditionnels dans le domaine social et, à leurs faiblesses, substitue une nouvelle capacité d'action économique et financière. »* Ici encore, le côté libertaire – l'attaque de l'État-nation – sert avant tout à permettre de déposséder les peuples de leur destin politique.

BHL a tout compris

En somme, si l'on me permet cette comparaison publicitaire, Daniel Cohn-Bendit, c'est le Canada Dry de la politique : ça a la couleur de la rébellion, l'odeur de la rébellion, le goût de la rébellion, mais ce n'est pas de la rébellion ; c'est juste l'idéologie capitaliste classique sous une face souriante et décoiffée. Un produit marketing redoutable.

L'éditorialiste Bernard Guetta ne se trompe pas quand il voit en lui l'image d'une génération « *radicale dans le ton mais consensuelle et modérée dans ses solutions (2)* ». Bernard-Henri Lévy, lui, résume le phénomène Cohn-Bendit de manière lumineuse : « *Il tient à peu de chose près le discours des gentils centristes, mais de façon tellement plus séduisante et convaincante. Il dit ce que les centristes disent depuis des années. Il tient sur l'euro des propos qu'eux-mêmes hésitent parfois à tenir. Et, miracle de la musique politique : les mêmes mots qui, dans leur bouche sonnaient économiste, marchand... apparaissent dans la sienne ludiques, sympathiques, généreux* » (Le Point, 21-11-1998).

Sur la scène politique française, Daniel Cohn-Bendit servira de fait à affaiblir les alliés de la gauche traditionnelle dans le gouvernement de Lionel Jospin : les communistes et les chevènementistes. Georges-Marc Benamou l'explique le 26 novembre 1998 : « *[Cohn-Bendit] est-il à même de gagner son second pari : dépasser le Parti communiste, son rival de trente ans ? Ce serait un véritable séisme pour la gauche qui gouverne (...) En introduisant son libéral-libertarisme, son anti-étatisme, son réformisme économique, Cohn-Bendit fendille le bloc des certitudes de la gauche social-démocrate frileuse.* »

Les éditorialistes parisiens oublient un détail : les Verts avaient déjà devancé les communistes en 1989, lors de la candidature d'Antoine Waechter aux élections européennes. Les écologistes avaient obtenu 10,5 % contre 7,7 % pour le PCF. Mais Robert Hue était repassé à nouveau devant les Verts à la présidentielle de 1995 (8 % contre 3 % pour Dominique Voynet). Le 13 juin 1999, Daniel Cohn-Bendit change une deuxième fois le rapport de force entre les Verts et le PCF, en obtenant 9,7 % des voix, contre 6,7 % pour Hue. L'ex-leader de 68, avec tout son arsenal médiatique, fera moins qu'Antoine Waechter. Un détail que les journalistes ne mentionnent pas.

Au vu des options politiques de Daniel Cohn-Bendit, il faut inscrire sa victoire dans la lutte interne du parti socialiste entre les tenants d'une politique sociale véritable et les défenseurs du « *socialisme moderne* ». Alain Madelin, président de Démocratie libérale, résume très bien cette perspective politique : « *Il est clair que sur certains sujets, comme les privatisations d'EDF ou des chemins de fer, la retraite par capitalisation, la concurrence et la sélection dans les universités, l'autonomie des établissements scolaires, Daniel Cohn-Bendit développe une approche libérale en contradiction avec le PS et les Verts. Puisse cette évolution permettre l'arrivée d'un libéralisme de gauche dans ce pays* » (Le Figaro, 1-12-1998). Lionel Jospin, et Ségolène Royal après lui, choisira la voie du social-libéralisme en 2002. Avec le succès que l'on sait.

Enrichissez-vous !

« *Centriste* » revendiqué, Cohn-Bendit signe avec François Bayrou (UDF) dans Le Monde du 14 juin 2000 un texte intitulé « *Pour que l'Europe devienne une démocratie* ». La lune de miel entre le centriste béarnais et le vert allemand continue en 2005, lorsque les deux hommes feront des meetings communs pour défendre le traité constitutionnel européen (TCE). Cohn-Bendit ne nous étonnera pas sur ce point : il avait déjà été favorable au traité de Maastricht treize ans plus tôt.

Mais le couronnement de Dany-le-Jaune se fera, avec tribunes, journalistes et petits fours, lors de la deuxième université du Medef, alors dirigé par Ernest-Antoine Seillière. Les 1er et 2 septembre 2000, les patrons se réunissent sur le thème très chabaniste « *Nouvelle économie, nouvelle société* » et invitent l'eurodéputé à débattre. L'ex-rebelle accourt. Je vous livre des

extraits du compte rendu du Figaro du même jour : « *Ils étaient tout contents, les trois mille patrons en chemisettes réunis hier sur le campus HEC de Jouy-en-Josas, de s'être offert pour leur université d'été du Medef l'insaisissable Dany qui, quelques jours plus tôt, boudait ses amis les Verts (...)* "Votre question, commence Dany, le capitalisme est-il moral ?, ne m'intéresse pas. Arrêtez ! laissez ça aux curés ! Le souci des capitalistes, c'est de gagner et ils ont raison." »

Sophie Divry

1 - Alors ministre PS de l'Éducation.

2 - *Le Nouvel Observateur* du 26 novembre 1998.

Décroissance : une idée pas raisonnable

Daniel Cohn-Bendit n'a rien compris à la décroissance. Le vert allemand est contre tout ce qui ralentit, tout ce qui relocalise ou tout ce qui va dans le sens du « moins ». Son imagination est celle de la croissance, dans sa toute-puissance et sa grandeur. Et d'insulter ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Ainsi, dans le domaine de l'urbanisme, il déplore dans *Une envie de politique* qu'« il y [ait] plusieurs tendances chez les Verts sur cette question. Certains défendent une idéologie petite-bourgeoise qui fait du *small is beautiful* l'idéal urbanistique, avec au fond le rêve du retour au village ou à la petite ville. Moi je trouve cela terrifiant. D'autres, justement, essaient de repenser la ville, non pour détruire les gratte-ciel mais avec l'idée de restaurer un équilibre entre les constructions et les espaces verts. » Là, c'est sûr, personne n'est terrifié : ce sera la ligne défendue par le Grenelle de l'environnement dix ans plus tard.

Certains ont néanmoins voulu croire que Daniel Cohn-Bendit et la liste Europe Écologie défendraient la décroissance. Sous le couvert de parler à un moment de « *décroissance des flux* », Daniel Cohn-Bendit ressort le bon vieux discours sur la croissance verte, la croissance immatérielle... bref, du capitalisme vert. « *Dans les années 1970, on plaidait pour la croissance zéro contre la croissance forte. La situation a changé (...)* Aujourd'hui l'idée raisonnable, c'est plutôt de s'attacher à la qualité de la croissance », dit-il en préambule dans *Une envie de politique*, en 1998. Face à la crise écologique et sociale mondiale, Daniel Cohn-Bendit pense donc que la croissance économique infinie est une idée « raisonnable ». Les Américains, premiers consommateurs de pétrole au monde, seraient quant à eux, pour cette croissance qualitative, des leaders et « nous sommes en retard par rapport aux États-Unis ». En 2008, il reprend cette même idée de croissance durable lors d'un entretien paru dans le blog Rue89 : « *La reconversion de l'économie est non seulement concevable mais nécessaire. Dans cette reconversion, il y a décroissance d'une certaine économie et croissance de l'autre. Croissance de l'énergie renouvelable et décroissance du pétrole et de l'énergie nucléaire. Il y a décroissance de la mobilité simplement organisée autour de l'automobile productrice de CO2 et croissance d'une mobilité publique autour de transports en commun et d'une mobilité individuelle produisant de moins en moins de CO2. Décroissance destructrice et croissance du renouvelable et du durable vont de pair* » (26-8-2008).

En somme, Daniel Cohn-Bendit pense que l'on peut prendre le capitalisme sur son propre terrain... Mais on ne s'en sortira pas en remplaçant les avions par des TGV, ni l'électricité nucléaire par celle issue des énergies renouvelables. Il faut ralentir, réduire, changer de mode de vie, bref, faire décroître l'économie des pays riches, faire baisser la productivité.

Car qu'est-ce que cette croissance qualitative si ce n'est la relance par la consommation ? Ah non, nous dit Daniel Cohn-Bendit : « *Si je dis qu'il faut provoquer, inventer de nouveaux besoins, de nouveaux désirs, j'ajoute il faut aussi pouvoir faire le tri entre ces besoins. Dans*

ce que le marché nous propose, il faut que nous puissions choisir. » C'est là qu'intervient un extraordinaire, très important, crucial et « meilleur exemple » pour Daniel Cohn-Bendit : « les programmes de télévision ». « Aujourd'hui en France, en Allemagne ou en Italie, il est inimaginable d'avoir seulement deux chaînes de télévision. Mais l'offre actuelle – trente, trente-cinq chaînes – est surabondante. Il faut donner aux individus le moyen de savoir choisir. Ce n'est pas évident. » On comprend mieux sa mise en garde selon laquelle « la critique de la société de consommation menée [dans les années 1960] est restée incomplète ». La voilà dûment complétée !

« L'enfant chéri des médias »

La campagne européenne de Daniel Cohn-Bendit pour les élections de juin 1999 est l'occasion d'un déferlement médiatique considérable autour de sa personne sur le thème « *le retour en France du rebelle de Mai 1968* ». Cette occupation médiatique commence au printemps 1998 alors que les médias commémorent avec la légèreté qui est la leur les 30 ans de Mai 68. Elle se poursuit à l'automne. Le 15 novembre 1998, Le Monde fait un portrait du candidat en pleine page, « *Cohn-Bendit, l'euro-enthousiaste* ». Deux jours plus tard, en une, le quotidien vespéral remarque que « *Daniel Cohn-Bendit fait une entrée fracassante dans les médias* ». Ensuite c'est Voynet qui prend la parole dans ce journal pour dire à quel point elle le trouve « *fascinant* » et « *émouvant (1)* ». Le Figaro suivra sa campagne d'un œil très favorable. Ce quotidien montre son affection à Daniel Cohn-Bendit par deux pleines pages le 10 et le 13 novembre 1998. L'idée principale qui réjouit Le Figaro, c'est que Dany va tailler des croupières au PCF. Le 26 novembre 1998, *Le Nouvel Observateur* titre en couverture : « *Le pavé Cohn-Bendit : il séduit près d'un Français sur trois* ». La tête de liste des Verts est décrite en pages intérieures comme « *un coup de jeune pour l'Europe* », l'hebdo finit son article sur le candidat en rendant grâce à « *son talent, qui est grand* ». La même semaine, avec ce sens de l'originalité et de la concurrence qu'ont les newsmags, L'Événement du jeudi fait sa une sur : « *L'emmerdeur. Enquête sur l'effet Cohn-Bendit. Jusqu'où ira-t-il ?* »

Pour qu'on ne m'accuse pas d'avoir fait un décompte à charge, je laisse ce soin au Parisien, qui, dans son édition du 15 décembre 1998, résume la situation : « *En vingt-sept jours, Cohn-Bendit a été l'invité vedette de cinq émissions de télévision et de cinq radios. Il a donné onze interviews à des quotidiens ou des magazines, et fait la "cover" à huit reprises d'hebdomadaires ou de mensuels. Résultat : on voit Cohn-Bendit partout. Le secrétaire national [Jean-Luc Bennahmias] n'a-t-il pas tiré un premier bilan médiatique : "Si on avait dû se payer une campagne d'image équivalente aux passages de Dany dans les télés, les radios et les magazines, ça nous aurait coûté 20 millions de francs" ?* »

Malgré tout cela, lorsque le journal Libération interviewe le candidat le 6 janvier 1999, la première question est : « *La chasse au Dany est ouverte. En ce début d'année, on dirait que Cohn-Bendit est l'homme à abattre. Ça vous plaît ?* » Dans l'édito du jour, Jean-Michel Thénard se pose sérieusement la question : « *Daniel Cohn-Bendit est-il le candidat anti-mode ?* »

Le candidat « *anti-mode* » remet son costume au mois de janvier 1999 pour, en trente jours, honorer la une du *Point* et de *La Vie*, faire publier à son sujet quinze articles dans Le Monde et une tribune à son nom, ainsi que cinq articles et deux interviews dans *Le Figaro*. Chaque semaine les quotidiens lui consacrent un ou deux articles au minimum. Les hebdomadaires ressortent en février 1999 les articles à peine recyclés de novembre 1998, ainsi de suite ad nauseam. Je vous évite le décompte des interventions radio et télé. Ce qui est sûr, c'est que, selon les termes du Journal du dimanche, « *depuis Bernard Tapie, la télévision n'avait pas tenu un tel bon client* » (6-12-1998).

Alors, j'ai un défi pour les éditorialistes parisiens : trouver en 2009 de nouveaux vocables pour définir Daniel Cohn-Bendit sans employer les termes « *trublion* » et « *poil à gratter* » que l'on retrouve sous toutes les plumes du parti de la presse et de l'argent. Pourront-ils y parvenir ?

Le « moderne » contre le « ringard »

Comment s'explique un tel engouement du système médiatique pour la campagne Cohn-Bendit ? Daniel Cohn-Bendit se définit lui-même à plusieurs reprises comme « *une bête des médias* ». Dans une interview donnée au magazine Médias en décembre 2008, il déclare avoir « *une relation naturelle avec les journalistes* » et une « *connivence objective avec eux* » : « *Comme je n'arrive pas à me taire et que je raconte tout, ça plaît. C'est aussi simple que ça.* » En fait, c'est encore plus simple : Daniel Cohn-Bendit a un discours propre à plaire aux oligarchies qui détiennent les médias. Replaçons-nous dans la chronologie de cette année 1998. Lionel Jospin est au pouvoir depuis 1997, c'est encore les débuts du gouvernement de la gauche plurielle. Le PCF et les Verts ont des ministres au gouvernement, mais l'avantage est numériquement aux communistes de Hue. Dans ce contexte, en avril 1998, Daniel Cohn-Bendit sort, en coédition avec *Le Monde*, son livre d'entretiens (2) intitulé *Une envie de politique*. C'est un ralliement entier aux thèses du néo-libéralisme triomphant.

Le parti de la presse et de l'argent est ravi. Dans notre société du spectacle, les médias comprennent très vite que Daniel Cohn-Bendit est l'outil idéal pour faire passer un message de soumission aux lois du marché. Les médias vont donc répartir les rôles : face au *trublion* Daniel Cohn-Bendit, Jospin incarnera la figure du *ringard* encore empêtré dans le socialisme de papa, avec comme boulet à son pied d'« *archaïques* » communistes. Cette grille d'analyse sera appliquée sans ménagement. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur de l'époque, quand il aura le tort de critiquer l'invasion médiatique par Cohn-Bendit, sera taxé très vite d'« *antisémite* ». Une mécanique bien huilée.

Les médias savent en outre qu'il ne soulèvera jamais la question de l'inféodation des médias aux groupes capitalistes et aux publicitaires. En 1983, il déclarait : « *Toute réglementation des médias est absurde. Je trouve absurde qu'on n'ait pas la télévision pendant 24 heures. Je suis sûr que le problème de la télévision se résoudrait par la concurrence* (3). » Quinze ans plus tard, dans *Une envie de politique*, il persiste en disant que la privatisation de TF1 était « *nécessaire* » en 1987. Deux ans après l'arrivée au pouvoir de Sarkozy, Daniel Cohn-Bendit est obligé de mettre un peu d'eau dans son vin : « *Il existe des interventions politiques de propriétaires de médias : on ne peut pas le nier. Dassault, l'affaire Genestar, plusieurs cas démontrent que le pouvoir ou une force politique peuvent intervenir. Mais c'est l'exception qui confirme la règle. La manipulation des médias relève du fantasme* » (Médias, décembre 2008). Concernant sa position sur l'invasion publicitaire, je n'ai rien trouvé d'autre que cet échange avec Karl Zéro (4) :

« – Tu aimes la pub ?

– Ça m'est égal. »

Cela me semble un blanc-seing donné aux pubards, mais sans doute je fantasme.

Ne pas fatiguer les journalistes

Enfant de la société du spectacle, Daniel Cohn-Bendit entretient cette servilité des hommes politiques face aux groupes de presse. « *En politique, lorsque le message ne passe pas dans les médias, c'est de notre faute, pas celle des journalistes.* » Conformément à ce raisonnement, il concède que les Verts français ont longtemps eu « *une approche, un look, une manière d'être qui fatiguent les journalistes* (5) ».

Le look, la manière d'être de Cohn-Bendit se veulent différents de ces écolos pénibles qui ne parlent que de politique et de crise. Cohn-Bendit sait plaire aux journalistes : il leur demande

de l'accompagner quand il mange le 31 janvier 1999 avec Robert Hue, secrétaire national du PCF. Le candidat vert traite devant eux le communiste de « *traditionnaliste* » parce qu'il conteste l'autonomie de la Banque centrale européenne. Ce dîner mondain et ses échanges flamboyants donneront lieu à deux articles dans Libération, le lendemain et le surlendemain. Du haut journalisme. La méthode de Daniel Cohn-Bendit, c'est d'être ainsi dans un registre anti-politique. Il le dit clairement : « *Je crois qu'aujourd'hui la majorité plurielle néglige l'urgence et l'émotion* (6). »

Pour mettre un peu d'émotion, Daniel Cohn-Bendit se plie à tous les jeux médiatiques. Il commente la Coupe du monde de football de 1998 dans le Journal du dimanche. Avant Olivier Besancenot et avec moins de scrupules, il estime que « *pour un homme politique, se rendre dans une émission de divertissement n'est pas honteux* (7) ». Il déclare à VSD qu'il est « *amoureux de sa femme* (8) », que Carla Bruni « *n'est pas [son] genre même [s'il a] bien aimé son premier disque* (9) ». Il se définit lui-même comme un « *narcisse* », une « *pipelette* », un « *concierge* ». On reste cependant frappé par sa confondante immodestie. Ainsi raconte-t-il à Médias : « *Quand je me balade avec ma femme à Paris, elle est toujours fascinée – parfois énervée aussi – parce que des gens, souvent des femmes, m'abordent en disant : “Ah vraiment, tu m'as sauvé la vie !”* »

Le plus frappant dans cette omniprésence médiatique est certainement son unilatéralisme : jamais aucun article ne critique Daniel Cohn-Bendit ni ne le met en danger sur ses positions. Tous sont à genoux devant lui comme devant une vache sacrée. La Décroissance arrivera-t-elle à rompre ce sortilège ?

Sophie Divry

- 1 - Le Monde, 1-12-2008.
- 2 - Tous les « livres » de Daniel Cohn-Bendit sont en fait des livres d'entretiens retranscrits.
- 3 - Libération, 22-3-1983.
- 4 - Le Vrai Journal, 27-11-1998.
- 5 - Médias, hiver 2008-2009.
- 6 - Libération, 6-1-1999.
- 7 - Le Monde, 28-11-1999.
- 8 - VSD, 11-11-1998.
- 9 - Médias, n°19, hiver 2008-2009.

Médias, revue de célébration du système médiatique, 12-2008.